

Zeitschrift: Protar
Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes
Band: 18 (1952)
Heft: 1-2

Vereinsnachrichten: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft = Société suisse des Officiers de la Protection antiaérienne = Società svizzera degli Ufficiali di Protezione antiaerea

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Oberst i. Gst. Furrer



Ueber die militärische Laufbahn des neuen Sektionschef I der Abteilung für Luftschutz des EMD sind uns folgende Ausführungen zugegangen:

Oberst i. Gst. Furrer Ernst, leistete 1926 als Leutnant in einer Rekrutenschule in St. Gallen Dienst, wo er vom damaligen Kreisinstruktur der 6. Division, Oberst Stahel, angefragt wurde, ob er nicht Lust habe, den Beruf eines Instruktionsoffiziers zu ergreifen. Der damalige Infanterieleutnant Furrer sagte nach kurzer Bedenzeit zu und leistete vorerst als Anwärter, später als Instruktionsoffiziers-Aspirant Dienst auf den Waffenplätzen St. Gallen und Chur. Mit seiner Wahl zum Instruktionsoffizier der Infanterie wurde er vorerst auf 1. Januar 1929 Aarau zugeteilt. Mit seiner Beförderung zum Hauptmann teilt man ihn dem Waffenplatz Chur und später St. Gallen zu.

Als Major übersiedelte er neuerdings nach Chur, wo er vorerst als Waffenplatz- und Detachements-Kommandant tätig war. In den Jahren 1941—1946 war er dort Kommandant der Sch. Inf. Waffen-Schulen. Daneben kommandierte er auch zahlreiche Einführungs- und Umschulungskurse für Inf. Flab.-Kanonen und Panzerwurfgranaten.

Von 1947—1951 war Oberstleutnant und später Oberst Furrer auf der Abteilung für Infanterie in Bern tätig für das Studium der Neuausstattung, Neubewaffnung und Neuorganisation der Infanterie. Verschiedene Auslandskommandierungen führten ihn in dieser Zeit nach England, Holland und in die Tschechoslowakei.

Im März 1951 trat er zur Abteilung für Luftschutz über, wo seine Wahl zum Sektionschef bekanntlich auf Ende November 1951 erfolgte.

Als Truppenoffizier kommandierte er vorerst die Geb. Füs. Kp. III/77, als Major das Füs. Bat. 80 und als Oberst die St. Gotthard-Südfront. Zwischenhinein war er als Generalstabsoffizier in den Stäben Geb. Br. 12, 4. Armeekorps und R. Br. 24 tätig.

Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft - Société suisse des Officiers de la Protection antiaérienne - Società svizzera degli Ufficiali di Protezione antiaerea



Luftschutz-Offiziers-Gesellschaft der Kantone Ob-, Nidwalden und Luzern

Für unsere traditionelle Skitour wurde dieses Jahr wiederum, wie schon früher, die Rigi erkoren. Auf höheren Befehl stellte sich vor dem im Programm festgesetzten Sonntag, den 20. Januar, ein reichlicher Schneefall ein, der die Natur in ein prächtiges Winterkleid hüllte. Ein schüssiger Pulver ermöglichte eine stiebende Abfahrt. Die Reihen der Schwünge wurden je nachdem mit einem gewollten oder auch unbeabsichtigten Stop beendet. Neben der Sonne, die durch zwischen den Wolken hervorblitzende Strahlen die Gemüter erhellt, sorgten die kameradschaftlichen Bände dafür, dass der Tag in humorvollem und im besten Geiste verlief.

Die Veranstaltung am 29. Januar im Kunsthausestaurant Luzern diente vorerst zur Bekanntgabe von Mitteilungen unseres Präsidenten Major L. Schwegler. Im Anschluss daran erfreute Prof. Dr. H. Gamma, Ls. Bat. LU, Kp. II, mit seinem Lichtbildervortrag «Naturkundliches Wandern im Nationalpark» die zahlreich Anwesenden mit prächtigen Farbaufnahmen und belehrenden und unterhaltenden Erläuterungen. Die interessanten Ausführungen über dieses «lebendige Naturdenkmal der Vaterlandsliebe» wurden bestens verdankt.

Als nächste Vorträge stehen auf dem Programm: «Militärjustiz», durch Major Dr. Hans Ronca, Amtsgerichtspräsident von Luzern, Gerichtsschreiber beim Militärkassationsgericht; «Ziele und Aufgaben der Artillerie», durch Oberstlt. Dr. Walter Dubach; «Geniedienst», durch Oberst Jean Günther, Direktor des städtischen Gaswerkes.

Es ist notwendig, dass wir uns auch über andere Truppengattungen orientieren lassen, so dass es sich alle zur Pflicht machen sollen, für eine zahlreiche Beteiligung an den kommenden Veranstaltungen zu sorgen. —ff.

VIII^e Assemblée des délégués de la SSOPA

Sous la présidence du major Max Lüthi (Berthoud), président central, se tint le dimanche 10 février à l'Hôtel de la Gare à Biel, dont la grande salle était gentiment décorée de plantes vertes, la VIII^e assemblée ordinaire des délégués de la SSOPA, à laquelle prirent part, outre le comité central, 22 délégués, représentant 9 sections. Si nous faisons abstraction de l'ancienne section «Arr. Ter. 9 a» qui s'est éteinte, mais dont la plupart des membres ont rallié

la section de Lucerne, il n'y avait que les sections tessinoise et lausannoise qui faisaient défaut.

Le rapport présidentiel sur l'activité de la société et sur le travail, malheureusement peu fécond, de la Commission fédérale de PA, ainsi que les comptes, présentés par le caissier central, cap. Steiner (Koeniz) furent approuvés à l'unanimité et sans discussion. Nous retenons de ces rapports que la protection civile ne peut encore donner satisfaction et que dans certaines régions, les autorités militaires compétentes ont omis de réservé pour celle-ci les hommes valides, mais réformés par les commissions sanitaires. Par contre, les relations avec le Service fédéral de PA étaient toujours très étroites et cordiales, même quand les opinions différaient parfois sur certains problèmes. Les comptes bouclent avec un modeste excédent des recettes. Le budget, basé sur les comptes de l'année passée, fut également adopté sans opposition, y compris le maintien de la cotisation actuelle. Ont été confirmés en outre dans leur fonction de vérificateurs des comptes les camarades major Larue (Genève), cap. Loeliger (Liestal) et cap. Allenspach (Schlieren). L'assemblée des délégués de 1953 sera combinée, comme tous les trois ans, avec une assemblée générale. Le comité central a été chargé de fixer la date et le lieu de cette réunion.

Les affaires ordinaires ayant été liquidées en un minimum de temps, un échange de vues vif, mais cordial, eut lieu sur la *situation présente de la SSOPA*, introduit par un rapport bref du président central qui insistait sur le fait que nous avons encore des tâches spéciales à remplir après l'incorporation de la troupe PA dans l'armée. La discussion générale fut ouverte par le major Dupont de Genève qui rendait les délégués attentifs à la situation particulière sur la place de Genève, où la Société militaire des officiers de l'armée a déjà fait des offres concrets pour une adhésion en bloc de notre section SSOPA comme sous-section. Il insista sur le rôle et les qualités différents des officiers de la PA militaire d'une part, des fonctionnaires de la PA civile d'autre part. Il croit donc que ces derniers devraient constituer une association spéciale, à laquelle pourraient adhérer aussi les anciens officiers de la troupe bleu transférés dans l'organisation civile. En outre, il critiqua — appuyé ensuite par plusieurs autres délégués — la façon peu humaine par laquelle les of., sousof. et sdt. non aptes au service militaire, ont été congédiés dans certaines régions. La section argovienne qui a toujours souffert de la situation géographique — pas de grands centres, dispersion sur tout le territoire du canton — est près de la dissolution. Le cap. Moulin (Neuchâtel) croit que nous courons à la mort des sections romandes si nous acceptons comme membres des fonctionnaires civiles. Toutefois, ces trois orateurs jugent aussi que notre société n'est pas encore au point pour prendre une décision définitive.

D'autres orateurs parlent énergiquement de la nécessité de maintenir intacte notre organisation et d'engager les jeunes officiers d'y adhérer, ce qui, du reste, fut déjà le cas en 1951. Car nous avons des

tâches spéciales, surtout d'ordre technique, à remplir, pour lesquelles la SSO ne serait pas compétente. Finalement, tous les délégués sont d'accord qu'il n'y a pas lieu de liquider notre SSOPA, mais qu'il faut prendre contact avec la SSO en vue d'une adhésion éventuelle après un ou deux ans, quand on verra plus clair.

Quant à la constitution d'une association des fonctionnaires responsables et chefs de la PA civile, l'assemblée est de l'avis qu'une décision serait prématurée, les cadres n'ayant pas même été formés jusqu'à présent.

Par contre, l'assemblée approuva pleinement les démarches faites par le comité central en vue de la *reconstruction de l'ancienne Association suisse de PA*, dissoute prématûrement après l'armistice, en procédant par la base.

Dans les Varia, la *défense civile* fut l'objet de plusieurs interventions de délégués inquiets des retards. M. le colonel-brig. Münch qui assistait à la séance de relevée, insista sur les difficultés techniques et parlementaires qui s'opposent à une rapide solution de la question.

Au repas commun de midi, où le gérant et le chef de cuisine de l'Hôtel de la Gare se distinguaient, assistaient notre membre honoraire prof. de Waldkirch, le colonel EMG Furrer, chef de section du Service fédéral, le lt.-colonel König, également chef de section, le lt.-colonel Studer, représentant le cdt. de l'arrondissement territorial 16, le cap. Rätz, président de la section bernoise de la SSO, M. Baumgartner, maire de Bienne, le major König, cdt. du bataillon PA de Bienne en même temps que chef de la police municipale.

Après le dîner, le colonel Furrer exposait dans un discours fort applaudi le caractère d'une *future guerre aérienne* et développait les tâches militaires et surtout morales qui incomberont aux chefs de tout grade de la troupe de PA.

Vers 19 heures, le président put lever l'assemblée en remerciant la Savonnerie Schnyder de Bienne, qui avait fait remettre à tous les assistants, dans une boîte artistiquement ornée, des échantillons de ses produits, et le major König avec ses collaborateurs pour la parfaite organisation de l'assemblée.

Plt. Eichenberger Ernest

8. Delegiertenversammlung des SLOG

Im hübsch mit Blattpflanzen dekorierten Saal des Hotels «Bahnhof» in Biel fand am Sonntag, 10. Februar, unter dem Vorsitz des Zentralpräsidenten Major Max Lüthi (Burgdorf) die gut besuchte und in kameradschaftlichem Geiste durchgeföhrte ordentliche Delegiertenversammlung statt. Mit 22 Delegierten aus 9 Sektionen waren mit Ausnahme der Sektion Tessin und Lausanne alle vertreten; die frühere Sektion Ter. Kr. 9a ist bekanntlich eingegangen, doch haben sich die meisten der früheren Mitglieder der Sektion Luzern angeschlossen.

Der Jahresbericht des Präsidenten, der von einer kurzen Uebersicht über die leider nicht gerade fruchtbare Tätigkeit der Eidg. Luftschutzkommission ergänzt war, wurde unbestritten genehmigt. Es muss ihm u. a. entnommen werden, dass die Vorbereitung des zivilen Luftschutzes noch weit zurückgeblieben ist, und dass mancherorts die zuständigen Militärbehörden es unterlassen haben, die sanitär ausgemusterten Angehörigen der früheren Blauen Truppe, die noch tauglich sind, sogleich für den zivilen Luftschutz zu reservieren. Hingegen waren die Beziehungen zur A + L in der Berichtsperiode sehr eng und freundschaftlich, wenn auch gelegentlich Abteilung und Zentralvorstand nicht immer gleicher Ansicht waren. Der Zentralvorstand hielt eine Vollsitzung und drei Ausschusssitzungen ab. Die Jahresrechnung schliesst mit einem kleinen Einnahmenüberschuss ab. Daher konnte auch der Vorschlag für 1952 auf diese abstellen, so dass der Mitgliederbeitrag unverändert bleibt. Berichte und Rechnungen wurden einstimmig genehmigt. Die bisherigen Rechnungsrevisoren Major Larue (Genf), Hptm. Loeliger (Liestal) und Hptm. Allenspach (Schlieren) wurden für ein weiteres Jahr in ihrem Amt bestätigt. Die Delegiertenversammlung des Jahres 1953 wird, wie alle drei Jahre, mit einer allgemeine Generalversammlung verbunden sein, die allen Mitgliedern zugänglich ist; sie soll daher an einem zentral gelegenen Orte durchgeführt werden, und der Zentralvorstand erhielt den Auftrag, Ort und Zeit zu bestimmen.

Nach der raschen Erledigung der Verwaltungsgeschäfte blieb reichlich Zeit zu einer eingehenden Aussprache über den *Standort der SLOG*. In kurzen einleitenden Worten wies der Zentralpräsident auf die Notwendigkeit hin, die SLOG auch nach der militärischen Umteilung der einen und der sanitärischen Ausmusterung der anderen Luftschutzoffiziere aufrechtzuerhalten, da es immer noch vor allem technische Probleme zu bearbeiten gibt, für welche die Schweizerische Offiziersgesellschaft nicht den geeigneten Rahmen bilden könnte. Ein Problem, das auch noch zu lösen ist, bildet die Stellung der leitenden Funktionäre des zivilen Luftschutzes, zu denen viele einst Blaue Luftschutzoffiziere gehören werden. Sollen sie mit den nun Feldgrauen Luftschutzoffizieren eine gemeinsame Organisation bilden oder soll für sie eine besondere Vereinigung angestrebt werden? Von Genf und Neuenburg wurden Bedenken gegen einen Zusammenschluss zwischen Offizieren und Zivilfunktionären geäussert. Zudem besteht in Genf eine besondere Situation, da die dortige Offiziersgesellschaft unserer Sektion den Uebertritt als Fachgruppe angeboten hat und zahlreiche Offiziere gewillt sind, überzutreten. Auch im Aargau, wo es keine grossen Zentren gibt, die Mitglieder vielmehr über das ganze Kantonsgebiet zerstreut sind und daher nur schwer zu Versammlungen zusammenzubringen sind, besteht die Tendenz, die Sektion aufzulösen und individuell den lokalen Offiziersvereinen beizutreten. Von anderer Seite aber

wurde nachdrücklich betont, dass die SLOG noch keineswegs am Ende ihrer Arbeit ist, dass sie vielmehr noch zahlreiche technische Probleme zu lösen hat, weshalb ja auch die letztjährige Aspirantenschule kompakt der SLOG beigetreten ist, nicht weil sie überredet wurde, sondern weil sie die Notwendigkeit einer besonderen ausserdienstlichen Fortbildung erkannte, die den jungen Offizieren nur die SLOG bieten kann. Auch die Befürworter des Beitrittes zur SOG gaben übrigens zu, dass der Augenblick noch nicht gekommen sei, einen endgültigen Entschluss zu fassen. Mit grossem Mehr wurde schliesslich eine Resolution angenommen, wonach die SLOG aufrecht erhalten bleiben soll, Fühlung mit der SOG im Hinblick auf einen späteren Beitritt als Fachgruppe genommen und von Einzelübertritten inzwischen abgeraten werden soll.

Was die Bildung einer besondern Vereinigung der zivilen Luftschutzfunktionäre oder deren Beitritt zur SLOG angeht, so wurde die Frage als noch nicht spruchreif betrachtet, denn in der Tat sind ja die Kader noch gar nicht aufgestellt.

Hingegen werden die Bestrebungen des Zentralvorstandes, den 1945/46 leider etwas voreilig aufgelösten Schweiz. Luftschutzverband wieder ins Leben zu rufen, einhellig begrüsst. Dabei soll von unten aufgebaut werden, bevor an einen schweizerischen Verband gedacht werden kann. Die Sektionen Waadtland und Schaffhausen hatten sich nie aufgelöst, sondern nur ihre Tätigkeit eingestellt, und im Thurgau hat sich erfreulicherweise ein neuer Kantonalverband gegründet. In den anderen Kantonen muss sondiert werden, was noch an Kräften vorhanden ist. Dass die Aufklärung der Bevölkerung von grösster Wichtigkeit ist, war für die Delegierten unbestritten.

Beim gemeinsamen Mittagessen im Hotel Bahnhof, bei welchem Direktion und Küchenchef höchstes, wenn auch stilles Lob ernteten, hielten kurze Ansprachen der Stadtpräsident von Biel, Herr Baumgartner, und der Präsident der Offiziersgesellschaft Biel/Seeland, Hptm. Rätz. Präsident Major Lüthi konnte im übrigen als Gäste begrüssen unser Ehrenmitglied Prof. v. Waldkirch, den früheren Chef der A+L, die beiden Sektionschefs der A+L, Oberst i. Gst. Furrer und Oberstlt. König, Oberstlt. Studer, Kdt. Ter. Reg. I/16, und Major König, der zugleich Kdt. des Luftschutzbat. Biel und städtischer Polizeichef ist. Oberstbrigadier Münch konnte sich erst am Nachmittag den Delegierten zugesellen.

Zwischen den eigentlichen Beratungen hielt Oberst Furrer ein mit grosser Aufmerksamkeit angehörtes und lebhaft verdanktes Referat über die Luftschutztruppe. Mit dem herzlichen Dank an die Seifenfabrik Schneider in Biel, die jedem Teilnehmer in hübscher Geschenkpackung Muster ihrer Erzeugnisse verehrte, und an Major König und seine Mitarbeiter, welche zum guten organisatorischen Gelingen der Delegiertenversammlung ihr Bestes beigetragen hatten, konnte der Vorsitzende kurz vor 19 Uhr die arbeitsreiche Tagung schliessen.

Oblt. Eichenberger Ernst